



OUTILS, ENSEIGNEMENTS ET PRATIQUES DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

En pratique

ÉTATS-UNIS : FAIRE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE SUR LEUR TERRITOIRE ET À L'ÉTRANGER

Messages clés

Du fait de la crise climatique profonde que nous traversons, le temps nous est compté si nous voulons éviter de placer le monde sur une trajectoire dangereuse et potentiellement catastrophique pour lui. Le Décret présidentiel sur la lutte contre la crise climatique aux États-Unis et à l'étranger (*Executive Order on Tackling the Climate Crisis at Home and Abroad*) formule une vision, imprime une direction et prévoit des mécanismes institutionnels permettant au gouvernement fédéral de faire face avec cohérence aux impacts nationaux, internationaux et à long terme du changement climatique.

Mots-clés

Cohérence des politiques | Environnement et climat | Cadre institutionnel | Biens et défis mondiaux

Partenaire clé

États-Unis

Défi

L'ampleur et la rapidité des mesures qu'il convient de prendre pour faire face à la profonde crise climatique que nous traversons sont impressionnantes. Pour sortir le monde d'une trajectoire climatique dangereuse potentiellement catastrophique, il convient de réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre de la planète et de parvenir à la neutralité des émissions nettes à l'échelle mondiale d'ici 30 ans. Les enjeux climatiques représentent une composante essentielle de la politique étrangère et de la sécurité nationale des États-Unis. Le pays prévoit d'engager une collaboration bilatérale et multilatérale pour soutenir une trajectoire climatique mondiale durable et renforcer la résilience aux effets du changement climatique, tant sur son territoire qu'à l'étranger.

Approche

L'une des premières mesures prises par le président Biden lorsqu'il a pris ses fonctions a été de publier son [Décret présidentiel sur la lutte contre la crise climatique aux États-Unis et à l'étranger](#) (*Executive Order on*

Tackling the Climate Crisis at Home and Abroad), qui formule une vision, imprime une direction et prévoit des mécanismes institutionnels pour aider le Gouvernement fédéral à gérer avec cohérence les répercussions du changement climatique au plan intérieur, à l'international et sur le long terme et à contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable. Le décret présidentiel place la crise climatique au premier plan de la politique étrangère américaine et de la planification en matière de sécurité nationale et vise, entre autres objectifs, à renforcer la résilience, aux États-Unis mais aussi à l'étranger, face aux effets du changement climatique, et à engager une collaboration bilatérale et multilatérale à l'appui d'une trajectoire climatique mondiale durable.

L'un des volets de l'approche américaine comporte l'évaluation, la divulgation et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et des risques liés au climat dans tous les secteurs de l'économie. Le Bureau de la Maison Blanche chargé de la politique climatique nationale coordonne les questions politiques climatiques intérieures, veille à leur cohérence avec les objectifs de l'administration et surveille leur mise en œuvre. Le groupe d'action national pour le climat facilite l'organisation et le déploiement d'une approche à l'échelle de l'administration pour lutter contre la crise climatique sur le sol national. Le Conseil de sécurité nationale coordonne l'approche pangouvernementale de la lutte contre la crise climatique à l'échelle internationale et travaille en étroite collaboration avec l'envoyé spécial du président pour le climat.

Résultats

- En juin 2021, les États-Unis et d'autres membres du Groupe des Sept se sont engagés à mettre fin au soutien public direct à la production thermique d'électricité à partir du charbon sans dispositif d'atténuation d'ici la fin de 2021 et à aider les pays en développement à abandonner progressivement le charbon, notamment par le biais du [Partenariat pour une transition énergétique juste en Afrique du Sud](#).
- Dans leur [Plan international de financement pour le climat](#), (*International Climate Finance Plan*), les États-Unis ont annoncé leur intention de doubler, d'ici 2024, leur financement public annuel en faveur de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement par rapport aux exercices budgétaires 2013-16, ce qui portera son montant à plus de 11 milliards USD par an. Pour aider les pays en développement à renforcer leur résilience face au changement climatique, le président a annoncé que cette augmentation globale comprendra une multiplication par six du financement de l'adaptation, qui atteindra 3 milliards USD annuels d'ici l'exercice budgétaire 2024. Le [Plan d'urgence du président pour l'adaptation et la résilience](#) (*Emergency Plan for Adaptation and Resilience, PREPARE*), lancé lors de la COP26 de Glasgow, présente une vision pangouvernementale des moyens permettant de garantir un impact maximal de ces investissements.
- Dans sa [Stratégie climat 2022-30](#), (*2022-30 Climate Strategy*), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) s'engage à coopérer avec ses pays partenaires en vue de réduire, éviter de produire ou fixer 6 milliards de tonnes métriques d'équivalent CO₂ ; conserver, restaurer ou gérer 100 millions d'hectares présentant un avantage en termes d'atténuation du changement climatique ; permettre d'améliorer la résilience de 500 millions de personnes face au changement climatique ; et mobiliser 150 milliards USD en financements publics et privés pour lutter contre le changement climatique. Le plan de l'USAID pour une action mondiale en faveur de l'équité climatique (*Global Action on Climate Equity*) vise notamment à renforcer la participation et la force d'impulsion des peuples autochtones, des communautés locales, des femmes et des jeunes dans le contexte de l'action climatique dans au moins 40 pays partenaires d'ici 2030.

- o Dernièrement, l'étroite collaboration avec le Congrès a porté ses fruits avec l'adoption de la [loi sur la réduction de l'inflation de 2022](#), qui place les États-Unis en position favorable pour préserver l'objectif de 1,5 degré et respecter les engagements mondiaux en matière de climat.

Enseignements tirés

- o **La cohérence des politiques exige d'intégrer le climat dans des mécanismes institutionnels et des politiques plus larges.** Le décret présidentiel sur la lutte contre la crise climatique constitue un mécanisme important qui fournit un cadre pangouvernemental global permettant de faire face aux répercussions du changement climatique à l'échelle nationale et transnationale et sur le long terme. Un changement durable passera par l'intégration des politiques climatiques dans d'autres priorités nationales avec lesquelles elles seront alignées, et ces politiques seront étayées par des mécanismes visant à garantir leur efficacité et leur redevabilité vis-à-vis de ces objectifs.
- o **Une coopération étroite avec le Congrès peut contribuer à accélérer l'action climatique.** Comme l'illustre la loi sur l'investissement dans les infrastructures et l'emploi (*Infrastructure Investment and Jobs Act*) en 2021, qui a fourni des volumes historiques d'investissement au service de l'amélioration des infrastructures des transports, de l'énergie et de l'eau, une étroite coopération avec le pouvoir législatif peut jouer un rôle clé dans l'accélération de l'action climatique. Cela montre à quel point il importe de poursuivre les efforts pour travailler en étroite collaboration avec le Congrès, notamment par une action de sensibilisation vaste, précoce et cohérente à destination du législateur sur les actes législatifs susceptibles de contribuer à l'accélération des politiques et à l'intensification des efforts de l'administration pour lutter contre la crise climatique.
- o **La transition des combustibles fossiles à des sources d'énergie renouvelables nécessitera des efforts durables et ciblés, ainsi qu'une cohérence au niveau des secteurs et des niveaux d'administration.** Si la cible que se sont fixés les États-Unis pour la réduction de leurs émissions nationales à l'horizon 2030 est compatible avec l'objectif d'un réchauffement limité à 1,5 °C, conformément à l'Accord de Paris, l'intensification des progrès à réaliser pour atteindre ces objectifs passera par des efforts durables et ciblés dans l'ensemble des organismes publics tant au niveau national qu'infranational, et dans tous les secteurs de l'économie.

Informations supplémentaires

Climate Action Tracker (2021), *Synthèse par pays - États-Unis*, <https://climateactiontracker.org/countries/usa>.

Département d'État américain (2021), *The Long-Term Strategy of the United States: Pathways to Net-Zero Greenhouse Gas Emissions by 2050 (La stratégie à long terme des États-Unis : Trajectoires vers la neutralité en matière d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050)*, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/10/US-Long-Term-Strategy.pdf>.

Gouvernement des États-Unis (2021), *Nationally Determined Contribution, Reducing Greenhouse Gases in the United States: A 2030 Emissions Target (Contribution déterminée à l'échelle nationale, La réduction des émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis : Un objectif d'émissions à l'horizon 2030)*, <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/United%20States%20of%20America%20First/United%20States%20NDC%20April%202021%20Final.pdf>.

Groupe des Sept (2021), Annexe à la Déclaration des dirigeants du G7 - Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1038225/ANNEX_TO_G7_LEADERS_STATEMENT_PARTNERSHIP_FOR_INFRASTRUCTURE_AND_INVESTMENT.pdf.

Maison Blanche (2021), *Executive Order on Tackling the Climate Crisis at Home and Abroad* (Décret présidentiel sur la lutte contre la crise climatique aux États-Unis et à l'étranger), <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2021/01/27/executive-order-on-tackling-the-climate-crisis-at-home-and-abroad>.

Maison Blanche (2021), *Federal Sustainability Plan: Catalyzing America's Clean Energy Industries and Jobs* (Plan fédéral sur la durabilité : Catalyser les industries des énergies propres et les emplois), <https://www.sustainability.gov/pdfs/federal-sustainability-plan.pdf>.

Maison Blanche (2021), *U.S. International Climate Finance Plan* (Plan international de financement pour le climat), <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/04/U.S.-International-Climate-Finance-Plan-4.22.21-Updated-Spacing.pdf>.

Nations Unies (2015), *Accord de Paris*, https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf.

Renseignement national américain (2021), *National Intelligence Estimate: Climate Change and International Responses Increasing Challenges to US National Security Through 2040* (Estimations du renseignement national : Le changement climatique et les mesures internationales pour y faire face vont accroître les défis à la sécurité nationale des États-Unis jusqu'en 2040), https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/NIE_Climate_Change_and_National_Security.pdf.

USAID (2022), *USAID Climate Strategy 2022-2030* (Stratégie climatique de l'USAID pour 2022-2030), <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/USAID-Climate-Strategy-2022-2030.pdf>.

Ressources de l'OCDE

OCDE (2022), *Environnement et développement*, <https://www.oecd.org/dac/environment-development>.

OCDE (2022), *Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement: États-Unis 2022*, <https://doi.org/10.1787/c03596ff-fr>.

OCDE (2021), *Déclaration du CAD de l'OCDE sur une nouvelle approche visant à aligner la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques*, [OECD/LEGAL/0466](https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0466), <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0466>.

OCDE (2021), *Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés : Tendances agrégées mises à jour avec les données de 2019*, *Climate Finance and the USD 100 Billion Goal*, <https://doi.org/10.1787/68a276c9-fr>.

OCDE (2021), *L'Observateur annuel de l'action climatique : Aider les pays à progresser vers le zéro net*, <https://doi.org/10.1787/959807d0-fr>.

OCDE (2019), *Aligning Development Co-operation and Climate Action: The Only Way Forward*, Objectif développement, <https://doi.org/10.1787/5099ad91-en>.

OCDE (2019), *Greening Development Co-operation: Lessons from the OECD Development Assistance Committee*, Objectif développement, <https://doi.org/10.1787/62cc4634-en>.

OCDE (2019), *Recommandation du Conseil sur la cohérence des politiques au service du développement durable*, [OECD/LEGAL/0381](https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0381), <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0381>.

OCDE, « Cohérence des politiques au service du développement », *Fondamentaux de la coopération pour le développement*, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=1126_1126615-tn1645ofmm&title=Coh%C3%A9rence-des-politiques-au-service-du-d%C3%A9veloppement.

OCDE, « Intégrer les préoccupations environnementales », *Fondamentaux de la coopération pour le développement*, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=1099_1099627-p7501w1ts6&title=Int%C3%A9grer-l-es-pr%C3%A9occupations-environnementales.

OCDE, *Lutter ensemble contre la crise climatique* (page web), <https://www.oecd.org/fr/changement-climatique>.

Pour en savoir plus sur la coopération pour le développement mise en œuvre par les États-Unis, voir :

OCDE, « États-Unis », dans *Les profils de coopération au développement*, <https://doi.org/10.1787/45472e20-e>.

Dernière mise à jour : 26-09-2022